Lors de la journée d'action européenne du 9 octobre, les salariés de la ville ont été reçus par le maire à propos des revendications concernant l'augmentation du régime indemnitaire et de la suppression de la journée de carence.

L'entrevue s'est déroulée, en fin de matinée, en présence de Monsieur le Maire, Monsieur Bac, adjoint au personnel, Madame Jamme, DGS, Madame Duchossoir, DRH et d'une vingtaine d'agents communaux.

Augmentation du régime indemnitaire

Monsieur le Maire affirme qu'il n'est pas prévu, en l'état actuel, dans l'attente du vote du budget de l'État (31/12/2012), de procéder à une hausse du régime indemnitaire, tout en précisant, à nouveau, qu'il comprend la revendication, en particulier pour ce qui concerne les agents dont les salaires sont les plus faibles.

Le budget municipal sera voté mars 2013; ce qui permettrait d'y inclure le tableau pluriannuel sur l'évolution du régime indemnitaire.

La CGT réaffirme que l'augmentation des revenus des agents territoriaux, en particulier, ceux des catégories 7 et 6, doit être prise en compte comme une priorité dans les arbitrages budgétaires et que la simple redistribution des sommes dégagées par les journées de carence, ne peut être suffisant.

Elle demande que cette augmentation soit significative, appliquée sur toute la durée du plan pluriannuel et qu'elle prenne effet rétroactif dès le mois de janvier 2013. Ce plan pluriannuel doit être le résultat d'une négociation avec les syndicats. Nous prendrons donc un nouveau rendez-vous avec le maire au premier trimestre 2013, après le vote du budget de l'État et avant le vote de celui de la commune.

Suppression de la journée de carence

La municipalité n'envisage pas de déroger à l'application de la journée de carence. Madame Jamme précise que le cadre réglementaire doit être respecté.

Monsieur le Maire indique qu'il a bon espoir que les négociations en cours avec les syndicats au niveau national aboutissent à l'abrogation de ce dispositif.

La CGT estime qu'une réglementation, quand elle s'avère particulièrement injuste, ne doit pas être appliquée.

De nombreuses collectivités territoriales, dont le conseil général de Seine-Saint-Denis et la mairie de Bagnolet ou de Saint-Ouen ont choisi d'anticiper l'abrogation de la circulaire concernant la journée de carence, en n'appliquant pas cette réglementation.

Nous réaffirmons la revendication – largement partagée par les agents communaux – de la suppression de l'application de la journée de carence.